

UN GRAND REMUE MÉNINGES POUR UN NOUVEAU GRAND MÉNAGE !?

Par message du 18 mai, le directeur général s'est adressé aux personnels de la DGFIP pour annoncer, dans le cadre de la préparation des nouvelles orientations stratégiques de la DGFIP, l'organisation d'un grand «remue méninges» associant l'ensemble des agents.

Il y précise que ces travaux, qui s'échelonneront jusqu'à l'été, porteront sur l'avenir de nos métiers, les conditions d'exercice de nos missions, les relations avec nos partenaires, mais qu'ils pourront également conduire à questionner les valeurs, les atouts, les fragilités, les marges d'amélioration de la DGFIP.

Au travers de ce message, la Direction Générale entend lancer un débat, prétendument participatif, sur l'avenir de notre direction, selon des modalités dépendant des conditions d'organisation locales, en dehors de toute orientation prédéfinie.

Personne n'est dupe, cette orientation a déjà été présentée aux directrices et directeurs à Poitiers les 23 et 24 mars, des réflexions approfondies ont été engagées avec ces derniers sur les prochaines évolutions, ou plutôt reculs de la DGFIP sans aucunement y avoir associé les représentants des personnels.

Dans toutes les instances, à tous les niveaux, nos organisations syndicales ne cessent d'alerter sur les conséquences néfastes des politiques et réformes engagées sur les missions, les services, les emplois et les conditions de travail des personnels de la DGFIP. Elles dénoncent parallèlement un recul sans précédent du service public.

L'organisation de ces « concertations » démontre ainsi la volonté d'écarter, préalablement à toutes évolutions stratégiques, les observations et revendications portées par nos organisations syndicales sur de multiples sujets.

En voici d'ailleurs une liste non exhaustive :

- **La revalorisation conséquente de notre rémunération.**
- **L'opposition à toute rémunération au mérite qui aurait pour effet de diviser davantage les agents et d'augmenter l'individualisation de notre rémunération**
- **L'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique.**
- **Le maintien et le renforcement de l'ensemble de nos missions, indispensables au bon fonctionnement de l'État et garantes de la cohésion sociale.**
- **La fin des services nationalisés et le retour des compétences dans les départements (notamment les SAPF et CSRH).**

- **Le retour de l'encaissement de l'impôt au sein de nos structures.**
- **Le retour d'implantations DGFIP pérennes au plus près des usagers, en particulier en secteur rural**
- **La fin de l'industrialisation des tâches, la possibilité de rendre un travail de qualité.**
- **La fin du recrutement par la voie contractuelle, dans le but de maintenir un service public de qualité avec des agentes et agents sous statut, formés et protégés et la fin de la précarisation des emplois induite par une contractualisation de masse.**
- **Le comblement des vacances d'emplois par des emplois statutaires**
- **L'augmentation du volume des promotions internes et la possibilité d'évolution dans les carrières.**
- **Le maintien d'une action sociale locale, au plus près des agents, ainsi que l'arrêt de la vente des résidences EPAF...**

Ces besoins transparaissent d'ailleurs dans les résultats de l'observatoire interne de la DGFIP qui démontre qu'une part énorme des agentes et agents trouve que leur direction évolue trop vite et pas dans le bon sens.

les agentes et agents sondés sont 62 % à n'être pas optimistes sur leur avenir au sein de la direction. Ils sont 48 % à estimer que leur motivation au travail diminue (contre 45 à indiquer qu'elle reste stable).

Ils pensent toujours majoritairement que le rythme du changement au sein de leur Direction est trop rapide à 56 % (contre 19 % qui l'estiment normal) ; et 63 % à dire que leur direction n'évolue pas dans le bon sens.

60 % ne s'estiment pas accompagnés dans leur parcours professionnel et 67 % à n'être pas satisfaits des possibilités d'avancement et de promotion.

Le gouffre ne cesse de croître entre des agentes et agents, usagères et usagers démunis face à ces bouleversements délétères et nos responsables administratifs et politiques (qu'il s'agisse de la DG, de la Fonction Publique ou de notre ministère).

Des réformes subies, des emplois supprimés, des missions abandonnées, un niveau de stress et de mal être au travail inquiétant, une charge de travail intenable, des promotions insuffisantes, une rémunération en berne, une absence de reconnaissance, une grande inquiétude sur la qualité et le devenir du service public.

Nos visions du service public sont inconciliables, alors participer à ce grand remue méninges factice n'aurait aucun sens sinon celui de fournir un alibi à la DG : une pseudo concertation dont les attendus et les conclusions sont déjà arrêtés, qui ne servira qu'à justifier les nouveaux reculs, les nouvelles destructions à venir.

Pour toutes ces raisons, les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques 49 appellent les agentes et agents à y porter leurs propres revendications et à ne pas se laisser enfermer dans un cadre contraint, à défaut de boycotter ces réunions.